

## Le lobby turc aux USA

Plusieurs sénateurs US républicains, dont Lindsey Graham, ont assisté le 13 novembre dernier, à la rencontre

Erdogan-Trump et au terme de la réunion un veto était mis par le Sénat à la Résolution 296 et l'auteur n'était autre que Lindsey Graham.

Les sources de financement du sénateur sont dévoilées par le Centre Armenien d'études américaines. Dans la liste ne sont mentionnées que les transactions portant des preuves précises.

-Le lobbyiste turc Halil Mutlu (cousin de R.T. Erdogan) rencontre, en 2016, Mike Pence (Vice-Président actuel et Gouverneur de l'Etat d'Indiana à l'époque) et leurs relations s'activent de plus en plus. Il n'est pas étonnant que les quatre Représentants qui ont voté contre la Résolution 296 provenaient de cet Etat.

L'entrepreneur turc Halil Mutlu et son épouse ont transféré \$10,000 à Lindsay Graham et \$1,500, le 30 septembre dernier, à la Représentante musulmane Ilhan Omar qui a voté également contre la Résolution.

En 2016, Murat Guzel ("Beau" en turc; ndlr), Président de l'Association des hommes d'affaires musulmans

de Turquie a versé \$18,900 à L.Graham qui a reçu également, en 2019, \$5,000 de Turkish Coalition Northeast Political Action Comitee.

L'Institut lobbyiste Greenberg Traurig LLC qui compte la Turquie parmi ses clients a eu des entretiens avec L. Graham au sujet des relations turco-américaines et a facturé un montant de \$1,538,000 au gouvernement d'Ankara.

Il va de soi que ces chiffres constituent l'arbre qui cache la forêt.

Zaven Gusuz

---

***e président de l'association des Hommes d'Affaires turco-américains (TABA-AmCham), Ali Osman Akat, a annoncé travailler pour la formation d'un lobby turc aux Etats-Unis.***

Lors d'un entretien accordé à l'agence Anadolu (AA), Akar a relevé la présence de différents types de lobbys aux États-Unis.

«Ces lobbys agissent ensemble comme une entité unique mais malheureusement du côté des turcs, il n'y a pas cela», a-t-il déploré.

«Aujourd'hui, il y a de nombreux chefs d'entreprises turcs aux États-Unis, a noté Akat. Lorsque nous discutons avec eux, ils se présentent comme étant des entreprises américaines et refusent leur appartenance turque. Nous voulons surmonter ceci et agir ensemble pour former aux États-Unis un lobby turc. Nous avons lancé les travaux correspondants.»

En 2017, la Turquie a réalisé 7,5 milliards de dollars d'exportations et 8,5 milliards de dollars d'importations à partir des États-Unis, a rappelé Akat, ajoutant qu'ils prévoient une hausse des exportations de 10 à 15%, en 2018.

«Malgré la crise des visas, il n'y a eu ni de sanctions contre les produits turcs, ni aucun problème relatif au commerce turc», a-t-il souligné.

«Nous aimerions porter notre volume de commerce avec les États-Unis à un niveau plus élevé, a-t-il déclaré. Nous planifions de multiplier nos relations commerciales à 100% dans les cinq années à venir. La conjoncture actuelle nous est favorable. Les États-Unis commencent à adopter un point de vue visant à appliquer de sérieuses sanctions contre le Mexique, la Chine et les pays à partir desquels elles importent le plus. Les sanctions appliquées à ces pays vont être bénéfiques pour nous.»

Akat a estimé que le secteur alimentaire turc est capable de fabriquer des produits qui répondent aux standards américains.

«Nous conseillons aux industriels turcs de faire des recherches quant aux marchés américains, a-t-il expliqué. Une fois que nous pourrons répondre à leurs critères, le volume du commerce augmentera consécutivement. Dans le secteur alimentaire turc, le problème est que l'emballage des produits n'est pas fait selon les standards du marché américain.»

«En soit, le système américain est très pratique, a-t-il conclu. Si nous pouvons surmonter ces petites choses, le canal des exportations s'accélérera rapidement.»



